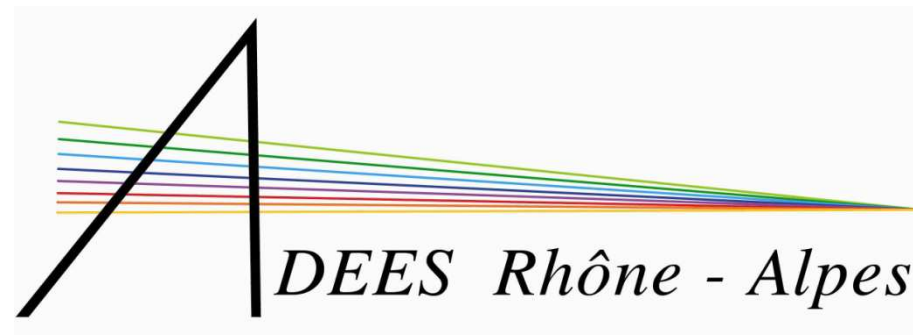


***Reconquête industrielle, développement  
humain durable :  
quelle anticipation pour une intervention  
syndicale efficace?***



*Jacques Perrat*

***Conférence Régionale Cgt Rhône-Alpes  
24-25 Janvier 2013, Bron***

# Plan de la présentation

1. Quelle place et avenir pour l'industrie en France?
2. Une reconquête industrielle sur de nouvelles bases, en lien avec les services publics
3. Contraintes, opportunités, choix stratégiques
  - 3.1. Quelle démarche syndicale?
  - 3.2. Un nécessaire changement de politique
4. Le programme Anticipation et sa poursuite

# 1. Quelle place et quel avenir pour l'industrie en France ?

. Rapport Gallois, « choc » ou « pacte » de compétitivité : faux débat et fausses solutions

- Ce n'est pas le coût du travail qui est la cause de la désindustrialisation due aux choix stratégiques du patronat : détournement d'argent des investissements productifs vers les actionnaires et la spéculation financière = **Cause réelle de la crise** ; le matraquage du salaire (qu'accentuent les politiques d'austérité) a permis d'alimenter la bulle spéculative

- Sinon il faut expliquer pourquoi : nos entreprises passent sous contrôle étranger (les Chinois les trouvent rentables alors que le coût du travail est bien inférieur chez eux); l'Allemagne a su garder sa base industrielle; notre déficit extérieur est surtout avec les pays européens, etc.

- Donner plus d'argent (public) aux entreprises sans exigences (ce qui est le *leitmotiv* des politiques de droite comme de gauche depuis des décennies) ne créera ni investissement ni emploi mais alimentera la bulle financière, tout en sapant les bases de la croissance et en augmentant la dette publique

## 2. Une reconquête industrielle sur de nouvelles bases, en lien avec les SP

. Il faut reconquérir notre industrie mais celle-ci doit se transformer (nouvelle révolution industrielle ?) pour répondre aux nouvelles exigences sociales et environnementales, aux besoins d'un développement humain durable

- Chimie, pharmacie, plasturgie : Reach interdit de nombreux produits et procédés : quels investissements pour les faire évoluer en maintenant l'emploi ? (médicaments, emballages pour l'alimentation et pour la santé, additifs, colorants, conservateurs, vernis, peintures...)

- Mobilité, circulation en ville : les Lyonnais vivent 6 mois de moins que la moyenne nationale ; des élus veulent interdire les véhicules polluants, le diésel est cancérogène... Quels nouveaux véhicules (électriques, hybrides, thermiques moins polluants...), produits par qui (PO et innovations, RT et expérimentations à Lyon, voitures en libre service...) ? Quelle évolution des matériaux et de leur transformation (enjeux des potentiels aluminium, fibres de verre, composites...) ?

- Energie : quelle évolution vers des énergies « durables » et non polluantes ( enjeux de Technolac) ?

- Bâtiments, chantier de la rénovation-isolation réduction des dépenses énergétiques, nouveaux éclairages... Qui produit les composants ? Quelles évolutions dans la construction (nouvelles compétences exigées) ?

. **L'innovation modifie la « place » des entreprises et territoires**

## 2. Une reconquête industrielle sur de nouvelles bases, en lien avec les SP

### . La reconquête industrielle est liée à la défense et au développement des services publics

.. L'industrie produit les biens (et de plus en plus des couples biens-services) nécessaires à la vie de la population ; il faut importer ce qu'on ne produit pas et donc avoir les moyens de le faire (sur les 20 dernières années, RA a perdu le quart de ses emplois industriels ; la balance commerciale française est devenue durablement déficitaire)

.. Les richesses ainsi dégagées permettent le financement de services collectifs et individuels (une économie qui ne serait que « résidentielle » ne peut pas fonctionner longtemps)

.. Les SP sont utilisateurs de biens industriels et ont donc besoin d'un tissu industriel efficace

.. Plus l'industrie monte en qualité, plus elle a besoin de services publics de qualité

.. L'industrie du développement humain durable ne peut réussir sans un couplage encore plus étroit avec des services publics de haut niveau

## 3. Contraintes, opportunités, choix stratégiques

### 3.1 Quelle démarche syndicale ?

Ne pas voir seulement les contraintes (réelles) de ces évolutions (des entreprises vont disparaître si elles ne s'adaptent pas, les mêmes emplois ne seront pas forcément conservés, des questions de formation, de mobilité professionnelle et territoriale se posent déjà...)

**>>>> Ces transformations peuvent être des réelles opportunités pour une efficacité syndicale**

. Constats récurrents (JE départementales, rencontres avec des syndicats, etc.) : risque de distance entre le syndicat et les salariés / quelles perspectives? / Lien entre évolutions de la production en lien avec les exigences sociales, économiques et environnemental, et le sens du travail – « travail bien fait » (Y. Clot). Relation qualité du produit – service rendu/réponse aux besoins.

>>> En s'appuyant sur les exigences des utilisateurs et citoyens : inverser le rapport de forces : Une opportunité pour exiger à la fois des investissements et une modification des conditions d'emploi et de travail (Sécurité sociale professionnelle, Nouveau statut du travail salarié).

**Pas de développement humain durable sans emplois stables, qualifications reconnues, bons salaires, bonnes conditions de travail... = seule solution à la crise.**

## 3. Contraintes, opportunités, choix stratégiques

### 3.1 Quelle démarche syndicale ?

On peut ainsi mobiliser des « complexes de compétences » plus ancrés territorialement, moins facilement délocalisables (régler les problèmes ici et non les exporter, nouveaux critères d'efficacité centrés sur la qualité de la réponse aux besoins, coopérations plutôt que mise en concurrence...).

Parmi ces compétences: les droits syndicaux (ex.: CHSCT-E), l'activité syndicale, la capacité des acteurs à négocier...

## 3. Contraintes, opportunités, choix stratégiques

### 3.1. Quelle démarche syndicale ?

. S'approprier ces questions pour ne pas avoir le nez sur le guidon, pour anticiper les évolutions qui concernent ou vont concerner les salariés

. Débattre de cette démarche qui ne va pas de soi (« c'est l'affaire du patron, la Cgt doit seulement résister aux mauvais coups... »)

. Dans l'entreprise =

- se préoccuper de l'évolution des investissements productifs, de la politique de recherche-développement, de l'innovation en matière de procédés ou de produits, et de leurs conséquences sur l'emploi, les conditions de travail, de la formation... (questions à poser à la direction, à l'expert...)

- mettre les salariés dans le coup, les mobiliser sur des revendications qui ouvrent des perspectives positives pour eux

- mettre le travail concret des salariés au cœur des préoccupations syndicales (50<sup>ème</sup> Congrès confédéral) et le syndicat au cœur de cette démarche



## 3. Contraintes, opportunités, choix stratégiques

### 3.2. Un nécessaire changement de politique

. Cette évolution vers une industrie au service du développement humain durable ne s'opérera pas sans un changement de politique, il faut changer d'optique, passer des objectifs de rentabilité/profitabilité à des objectifs de satisfaction des besoins humains

. La poursuite des politiques libérales ne peut qu'aggraver la situation

. Le capital privé ne peut à lui seul apporter les réponses aux questions posées (exemple des droits à polluer, de la spéculation sur l'énergie éolienne ou solaire, des choix stratégiques sur le nucléaire, sur le Lyon-Turin...), il faut les aborder en termes de « biens collectifs fondamentaux » (dont le travail peut faire partie puisqu'il est au cœur de ces réponses)

. Pas de développement humain durable sans un accroissement de la démocratie sociale (place et reconnaissance du travail) et de la démocratie citoyenne (maîtrise des finalités de la recherche, de la production, des usages...)

. Pas de développement humain durable sans :

- un contrôle social sur les entreprises-clés et sur le système financier et bancaire
- une planification démocratique des évolutions jugées indispensables
- des coopérations internationales (européennes) pour trouver ensemble les bonnes solutions

## 4. Le programme Anticipation et sa poursuite

### 4.1. Le réalisé

Le Comité régional Cgt RA a confié à l'Adees la mise en œuvre d'un programme facilitant l'anticipation des évolutions socioéconomiques et leur appropriation par les équipes syndicales (programme financé par l'Etat et la Région)

Largement co-construit avec les syndicalistes, il s'est déroulé en 2011-2012 avec :

- . Deux séminaires ouverts aux syndicalistes (toutes organisations syndicales) mais aussi à des chercheurs, praticiens, élus et chargés de missions de la Région... (séminaire de lancement le 21 avril 2011, séminaire de synthèse le 3 juillet 2012)

- . Un cycle de formation en trois séances de 2 jours en direction des dirigeants syndicaux, notamment ceux des UD et des branches :

- 7&8 décembre 2011 sur les mutations productives

- 26&27 janvier 2012 sur les mutations de l'emploi et du travail

- 22&23 mars 2012 sur le rôle des territoires dans ces évolutions.

- . L'organisation d'une journée d'étude par département (CE d'UD élargie) sur ces différentes questions, préparée en amont avec les responsables départementaux et adaptée aux exigences concrètes de l'activité syndicale départementale.

- . L'élaboration collective (35 militants de la Région + ADEES) d'un « outil » (classeur et fiches pratiques) visant à faciliter l'appropriation de ces questions par les équipes syndicales

- . Le lancement d'un travail avec certains syndicats d'entreprises

## 4. Le programme Anticipation et sa poursuite

### 4.2. Les suites

En 2013, des financements de l'Etat et de la Région vont être obtenus pour poursuivre le programme selon deux axes :

. Un approfondissement des « cibles » définies par les Unions Départementales au cours des journées d'études précédentes

. Le lancement d'une recherche-action sur les évolutions en cours dans l'ensemble des domaines concernant la santé :

- Les évolutions productives (industries du médicament, des équipements médicaux, imagerie médicale, outils de diagnostic...)

- Les évolutions de l'emploi et du travail (lean management, « relation de service », critères de compétitivité et de rentabilité financière...)

- Le rôle des territoires dans ces évolutions (politiques publiques, ARS, Territoires de santé, pôles de compétitivité et investissements d'excellence, relation qualité de l'offre / exigences de la demande – y compris développement humain durable...)